

ELLE DEVAIT SE TENIR EN 2013

La tripartite se réunira en février

Prévue avant la fin de l'année passée, la tripartite dédiée aux questions sociales aura lieu à compter de la seconde quinzaine du mois de février prochain, a-t-on appris. A l'ordre du jour de cette rencontre, plusieurs points dont ceux relatifs à la protection de la production nationale, au crédit à la consommation et à la dépénalisation de l'acte de gestion.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Selon des sources proches du dossier, le retard accusé pour la tenue de cette rencontre tripartite serait dû notamment à «l'indisponibilité» du Premier ministre, qui a «multiplié depuis décembre dernier les sorties sur le terrain».

Toutefois, du côté de l'UGTA, on indique que toutes les conditions sont réunies pour la tenue de cette rencontre, dont les «résultats seront les plus remarquables de ces cinq dernières années».

A ce propos, on indique que la Centrale syndicale a d'ores et déjà finalisé ses propositions et les a transmises au Premier ministre. Ainsi, dans le document portant «25 propositions relatives à la promotion et à la protection de la production nationale», l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) lance un appel aux pouvoirs publics afin de «simplifier» la législation régissant la vie économique dans la perspective de relancer la production nationale.

«La marée réglementaire des textes à caractère administratif ou financier constitue un facteur bloquant et agressif». Le document, d'une quinzaine de pages, indique que la «levée de ces

contraintes doit être un objectif majeur» pour les pouvoirs publics.

Les chefs d'entreprises publiques et privées «attendent qu'on leur fasse confiance», indique l'UGTA en appelant les pouvoirs publics à jouer leur rôle de «catalyseur» et de «facilitateur».

Sidi Saïd se veut des plus optimistes en affirmant dans sa contribution que les potentiels matériel et humain de l'Algérie «pourraient rapidement hisser notre pays parmi les plus attractifs» en matière d'investissement.

Composé de 25 propositions et d'une centaine de mesures à mettre en application, ce rapport vise à créer, selon ses rédacteurs, une «dynamique économique nationale, en encourageant la consommation du produit local».

La Centrale syndicale recommande, entre autres, l'introduction d'une obligation de ne recourir au produit importé que si le produit national équivalent est indisponible ou ne répond pas aux normes.

Une action qui ne pourra être concrétisée qu'à travers la modification du code des marchés publics qui donnera la priorité à la préférence nationale. La



Abdelmalek Sellal.



Réda Hamiani.



Sidi Saïd.

Photos : Samir Sid

Centrale syndicale appelle également à la réintroduction du crédit à la consommation pour promouvoir et développer le label algérien.

Pour l'UGTA «le crédit à la consommation est considéré comme un des moteurs de la croissance économique d'un pays».

Dans son exposé des motifs, l'UGTA considère que «l'introduction, il y a quelques années, du crédit à la consommation en Algérie a répondu à cet objectif de promotion des ventes».

«Il s'agissait, en premier lieu,

d'aider les entreprises activant dans les secteurs de l'électronique grand public, des appareils ménagers et de l'ameublement à écouler leurs productions avec l'argument commercial supplémentaire du paiement échelonné dans le temps», lit-on dans le document.

L'UGTA propose également l'élaboration d'un programme national appelé «consommer algérien», la réactivation des coopératives de consommation dans les entreprises et l'encouragement de la création d'infrastructures de la grande distribu-

tion destinées exclusivement à la promotion de la production nationale. Enfin, l'autre question traitée par les experts de l'UGTA a trait à la problématique de la «dépénalisation de l'acte de gestion». Il s'agit, en l'occurrence, de modifier le code pénal à travers l'article 119 bis.

Selon l'UGTA, «les amendements proposés dans l'article 119 bis du code pénal ne constituent qu'une étape destinée à mettre fin à des situations incompatibles avec l'exercice de responsabilités de gestion d'entreprises».

A. B.

1 MORT ET UNE DIZAINE DE BLESSÉS ENREGISTRÉS DIMANCHE

Nouveau pic de violence à Ghardaïa

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Tayeb Belaïz, a confirmé, hier, en marge des travaux de l'Assemblée populaire nationale (APN) la mort, la veille, d'un jeune Mozabite, mortellement poignardé au niveau de la palmeraie Touzouz, à une dizaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Ghardaïa.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - L'information avait déjà circulé dimanche après-midi, corroborée par des témoignages locaux. Elle a connu une large diffusion sur les réseaux sociaux, avec comme une preuve tangible une vidéo du corps avec une large blessure au couteau au niveau du cœur.

Maçon de son état, la victime, Kebaïli Balhadj, était âgée de 39 ans et père de trois enfants. Cette mort a mis en émoi toute la communauté mozabite qui, depuis le début des violences, n'a eu de cesse d'appeler à renforcer la sécurité des biens et des personnes, n'hésitant pas à dénoncer le parti-pris flagrant de la police avec le camp d'en face. Aussi tient-elle le gouvernement responsable de cette mort, puisqu'il n'a pas été en mesure d'éteindre le brasier.

Le déplacement du Premier ministre Abdelmalek Sellal à Ghardaïa la veille du Mawlid

Ennabaoui a manqué d'apaiser les tensions. Celles-ci se sont exacerbées dès la fin de son pèlerinage et son retour à Alger.

L'échec était cependant prévisible, puisque la démarche du Premier ministre était inadaptée, tant elle ignorait l'essence du problème.

Abdelmalek Sellal s'était signalé dans deux offices religieux célébrant le Mawlid, chez les Malékites d'abord et chez les Ibadites, ensuite.

Auparavant, le même sellal a tenté d'éteindre le feu en recevant à Alger des notabilités locales «représentant» les deux communautés mozabite et chaâmbie. Ce fut une vaine tentative.

Comme le seront les cartables offerts aux écoliers, les indemnités décidées pour commerçants et citoyens victimes de saccages et la distribution des lots de terrain.

Ces mesures ont été aussi inopérantes que l'a été le pacte de réconciliation signé sous la houlette de Daho Ould Kablia, après les sanglants affrontements de Berriane en 2008. C'est pour cela que la déclaration de Tayeb Belaïz, dans les trêves de l'APN, sonne comme un aveu d'impuissance face à un problème dont les manifestations violentes et cycliques sont des plus inquiétantes.

«Le gouvernement a fait ce qu'il fallait faire», a déclaré hier



Photos : DR

Belaïz. Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a déploré un mort et une dizaine de blessés lors des affrontements

de dimanche. Comme mesure d'urgence, il a fait part du renforcement du dispositif de sécurité. Hier, la ville de Ghardaïa a vécu

dans un calme précaire. Les violences de la veille s'étaient estompées mais la tension était restée vive. Durant la nuit de dimanche à lundi, plusieurs quartiers de la ville s'étaient embrasés.

Le ministre de l'Intérieur a exclu que ce soit une main étrangère qui attise le feu. Traumatisée par les violences subies, la communauté mozabite maintient de protester contre l'insécurité.

Les grèves des commerçants et des écoliers se sont poursuivies.

S. A. I.

Un imposant dispositif sécuritaire déployé

Un imposant dispositif de forces de l'ordre et anti-émeutes a été déployé dans différents quartiers de Ghardaïa, pour mettre fin aux affrontements récurrents entre groupes de jeunes, a constaté hier un journaliste de l'APS.

Après les heurts enregistrés dimanche qui ont fait un mort et dix blessés, dont trois policiers, un impressionnant renfort des forces de sécurité a quadrillé les différents points chauds de Ghardaïa afin de rétablir le calme dans la région.

Des rixes sporadiques sont enregistrées dans certains quartiers de la ville où les tensions

entre groupes de jeunes restent vives. Pour la journée d'hier, les scènes d'affrontement entre groupes de jeunes des deux communautés (malékite et ibadite) ont touché des quartiers auparavant épargnés par ces événements, tels que Bouchène, Beni-Isguen, El-Chaâba, Touzouz, Ben Smara, Sidi-Abbaz et les quartiers situés sur les hauteurs de Ghardaïa (Bouhraoua). Une trentaine de locaux commerciaux et d'habitation, ainsi que des palmeraies et jardins, ont été saccagés et pillés avant d'être incendiés par les antagonistes durant les journées de dimanche et de lundi, a-t-on constaté. Les émeutiers ont

dressé des barricades dans certains quartiers de la ville, en utilisant des pneus, des grosses pierres et autres objets, empêchant ainsi le trafic routier, particulièrement les transports urbains et le transport scolaire et universitaire. Les forces de l'ordre se sont notamment déployées devant les édifices publics et privés afin de les préserver. L'ensemble des commerces, des établissements scolaires et des administrations sont fermés dans les quartiers de la ville théâtre des violences, et les rues désertées sont devenues de véritables dépotoirs, en l'absence des services de collecte des déchets ménagers.

(APS)